L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73, RUE DU CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE 8 DÉCEMBRE.

France.

MESSAGE

De M. le Président de la République.

Messieurs,

Après une séparation de trois mois, pendant lesquels l'œuvre de la pacification que vous nous avez confié n'a pas été interrompue un seul instant, nous venons remplir le devoir annuel que nous imposent les institutions républicaines, et vous exposer la véritable situation du pays, le bien et le mal n'étant ni exagérés ni déguisés.

Le calme sur lequel vous comptiez, et dont vous avies donné l'exemple en vous interdisant toute discussion irritante au moment de vous séparer, se calme s'est maintenu. Nous avions promis de faire respecter la représentation nationale dans la mesure de nos pouvoirs légaux, et nous n'avons pas souffert qu'il fût porté atteinte ni au respect dont elle doit être entourée; car, dans ce pays bouleversé par les révolutions et par la guerre, que resterait-il debout si la convenance nationale, et respectée, si la souveraineté nationale le fut jamais, n'était. l'autorité suprême, source de toutes les autorités, partout respectée, et quand elle a parlé, partout obéie?

Mais, nous pouvons l'affirmer, sauf d'inévitables incidents, ce respect a été maintenu et vous reprenez paisiblement vos sièges de législateurs et de légitimes représentants de la souveraineté nationale.

Tout en nous attachant à maintenir l'ordre, nous n'avons cessé de veiller au cours régulier des affaires, à la stricte observation des lois, au développement de la grande opération financière qui doit aboutir à la libération du territoire, à l'évacuation des départements qui devaient être les premiers affranchis, à la rentrée des nouveaux impôts, à la réorganisation de notre mge et vaillante armée, à la marche de nos négociations commerciales, enfin à la pacifique et amicale direction de nos relations avec les nations.

Pendant ce temps, le pays travaillait de son côté avec cette activité qui ne l'abandonne jamais, qui est en ce moment la puissance et le mérite de nos malheurs, et qui, cette année, nous preserva un mouvement commercial supérieur à ce qu'il avait été dans les temps prospères, et quittons de ne mieux nous rendre la Providence, qui, dans ce moment d'immenses sacrifices, nous a envoyé les plus belles récoltes que nous ayons obtenues depuis un quart de siècle, ce qui nous a aidés à solder une partie des sommes que nous devions acquitter au dehors. Et ici, messieurs, il n'y a à remercier que Dieu, souverain auteur de toutes choses, qui, lui et lui seul, sentiment, relève quand il lui plaît, les nations qui ont failli, et n'ont désespéré ni de lui, ni d'elles-mêmes!

Permettez-moi, messieurs, de ne pas m'en tenir à des énonciations générales, et d'entrer dans quelques détails sur nos affaires les plus essentielles.

.....

Nous venons, messieurs, de vous faire connaître exactement la véritable situation du pays, et nous nous sommes étendus spécialement sur sa situation financière et commerciale, parce que c'est celle qui importe le plus à notre crédit, et que le crédit constitue, à côté de notre armée qui se réorganise avec une singulière promptitude, les deux éléments de notre puissance. Ainsi, après la guerre la plus malheureuse, après la guerre civile la plus terrible, après l'écroulement d'un trône qu'on croyait le plus affermi, la France a vu toutes les nations empressées de lui offrir leurs capitaux, son crédit mieux établi que jamais, 8 milliards acquittés en deux ans, la plus grande partie de ses sommes transportées au dehors sans trouble dans la circulation, le billet de banque accepté comme argent, les impôts, qu'on croyait hors de près d'un tiers, acquittés sans ruine pour le contribuable, l'équilibre financier rétabli en près de l'être, 300 millions consacrés à l'amortissement, et l'industrie, le commerce, s'augmentant de plus de 700 millions en une seule année!

Ces résultats que nous n'oserions pas remettre sous vos yeux, s'ils n'étaient que la preuve frappante de la force vitale du pays, à quoi les devons-nous, messieurs? tous les devons à une cause, à une seule, au unanime énergique de l'ordre. Oui, c'est l'ordre qui a fait qu'au lendemain de la guerre étrangère, au lendemain de la guerre civile, les soldats étrangers occupant encore notre sol, les ruines de nos villes fumant encore, c'est l'ordre, je le répète, énergiquement maintenu qui a pu permettre que la France donnât autant de preuves, et fît autant de crédit qu'aucune époques les plus prospères de son existence.

Je ne cesserai, messieurs, de le redire, si vous m'avies été en pleine possession de l'ordre, cette guerre sans égale en revers, ce cruel démembrement de notre territoire, ce qui était encore plus douloureux, ces charges écrasantes qui brisaient au-dessus de nos forces, ce trône tombé sous le poids de ses fautes, cette antique forme de la monarchie, sous laquelle nous vivons habitués à vivre tout à coup inquiète, cette forme nouvelle de la République, qui d'ordinaire inquiète les esprits dès qu'elle apparaît, tout cela, fondant à la fois sur notre pays surpris, aurait tout cela pouvait devenir un irréparable désastre! Avec l'ordre, au contraire, nos ateliers se sont rouverts, les bras ont repris leur activité; les capitaux étrangers, loin de nous fuir, les capitaux français, loin de se cacher, sont revenus vers nous; le calme a reparu avec le travail, et déjà la France relève la tête, supporte les chaînes faites et qui lui ont rendues pesantes, et calmes en bien d'autres heures, elle a, dans sa dignité générale, les sentiments nécessaires, faisons même ceux qui ressemblaient excessifs: et saurions ne pas nous pouvoir nous entendre, que n'est qu'un contre-sens, et au lieu d'être le gouvernement de tous, elle est le gouvernement d'un parti, qu'il soit, par exemple, on veut la représenter comme le triomphe d'une classe sur une autre. A l'instant on désigne d'elle une partie du pays, une partie d'abord et le tout semble.

La Révolution de 1789 a été faite pour qu'il n'y eut plus de classes privilégiées, et elle a été faite dans la pensée que désormais nous ne serions plus qu'une même famille, un même peuple, vivant tout entière sous une même loi, appartenant les mêmes chances, jouissant des mêmes droits, et cet effet, elle a proclamé ces grands principes qu'on peut aujourd'hui vous rappeler. En opérant ainsi, la Révolution de 1789 a fondé sur la terre de la véritable égalité, la seule égalité possible, celle qui consiste dans l'application impartiale et égale de la même loi à tous les citoyens, quelle que soit leur condition sociale, quelle que soit leur fortune. Et, messieurs, cette égalité, cette loi, ce sont là les deux grandes choses que nous devons maintenir, et qu'il faut bien se garder de confondre avec des choses différentes, avec des choses contraires même, comme l'égalité et l'uniformité, la loi et le privilège.

Messieurs, les événements ont donné à la République; et remonter à ses causes pour les discuter et pour les juger serait aujourd'hui une entreprise aussi dangereuse qu'inutile. La République existe; elle est le gouvernement légal du pays; vouloir autre chose serait une nouvelle révolution et la plus redoutable de toutes. Ne perdons pas notre temps à la prendre; mais employons-le à lui imprimer ses caractères définitifs et nécessaires. Une commission nommée par vous, il y a quelques mois, lui donnait le titre de République conservatrice. Emparons-nous de ce titre, et tâchons surtout qu'il soit mérité.

Tout gouvernement doit être conservateur, et nulle société ne pourrait vivre sous un gouvernement qui ne le serait point. La République sera conservatrice, ou elle ne sera pas. La France ne peut vivre dans de continuelles alarmes: elle veut pouvoir dormir en repos, afin de travailler pour se nourrir, pour se vêtir, pour ses immenses charges; et si on ne lui laisse le repos dont elle a indispensablement besoin, quel que soit le gouvernement qui lui refusera un repos, elle ne le saisira pas longtemps! Qu'on ne se fasse pas d'illusions! On peut croire que grâce au suffrage universel, s'appuyant sur la puissance des nombres, on pourrait établir une république qui serait celle d'un parti! Ce serait là une œuvre d'un jour.

Je vous en conjure, messieurs, n'oubliez pas ces termes et terriblement liés l'un à l'autre; République acceptée d'abord; puis retour à un pouvoir qu'on appelle fort, parce qu'il est sans contrôle, et avec l'absence du contrôle, la ruine certaine et irrémédiable. Oui, toujours la chaîne faite a qui la ces mêmes hommes, et calmes en bien d'autres heures, et dans la dignité générale les sentiments nécessaires, faisons même ceux qui ressemblaient excessifs: et saurions ne pas nous pouvoir nous entendre, que n'est qu'un contre-sens, et au lieu d'être le gouvernement de tous, elle est le gouvernement d'un parti, qu'il soit, par exemple, on veut la représenter comme le triomphe d'une classe sur une autre. A l'instant on désigne d'elle une partie du pays, une partie d'abord et le tout semble.

Nous venons, messieurs, de vous faire connaître exactement la véritable situation du pays, et nous nous sommes étendus spécialement sur sa situation financière et commerciale, parce que c'est celle qui importe le plus à notre crédit, et que le crédit constitue, à côté de notre armée qui se réorganise avec une singulière promptitude, les deux éléments de notre puissance. Ainsi, après la guerre la plus malheureuse, après la guerre civile la plus terrible, après l'écroulement d'un trône qu'on croyait le plus affermi, la France a vu toutes les nations empressées de lui offrir leurs capitaux, son crédit mieux établi que jamais, 8 milliards acquittés en deux ans, la plus grande partie de ses sommes transportées au dehors sans trouble dans la circulation, le billet de banque accepté comme argent, les impôts, qu'on croyait hors de près d'un tiers, acquittés sans ruine pour le contribuable, l'équilibre financier rétabli en près de l'être, 300 millions consacrés à l'amortissement, et l'industrie, le commerce, s'augmentant de plus de 700 millions en une seule année!

Ces résultats que nous n'oserions pas remettre sous vos yeux, s'ils n'étaient que la preuve frappante de la force vitale du pays, à quoi les devons-nous, messieurs? tous les devons à une cause, à une seule, au unanime énergique de l'ordre. Oui, c'est l'ordre qui a fait qu'au lendemain de la guerre étrangère, au lendemain de la guerre civile, les soldats étrangers occupant encore notre sol, les ruines de nos villes fumant encore, c'est l'ordre, je le répète, énergiquement maintenu qui a pu permettre que la France donnât autant de preuves, et fît autant de crédit qu'aucune époques les plus prospères de son existence.

Je ne cesserai, messieurs, de le redire, si vous m'avies été en pleine possession de l'ordre, cette guerre sans égale en revers, ce cruel démembrement de notre territoire, ce qui était encore plus douloureux, ces charges écrasantes qui brisaient au-dessus de nos forces, ce trône tombé sous le poids de ses fautes, cette antique forme de la monarchie, sous laquelle nous vivons habitués à vivre tout à coup inquiète, cette forme nouvelle de la République, qui d'ordinaire inquiète les esprits dès qu'elle apparaît, tout cela, fondant à la fois sur notre pays surpris, aurait tout cela pouvait devenir un irréparable désastre! Avec l'ordre, au contraire, nos ateliers se sont rouverts, les bras ont repris leur activité; les capitaux étrangers, loin de nous fuir, les capitaux français, loin de se cacher, sont revenus vers nous; le calme a reparu avec le travail, et déjà la France relève la tête, supporte les chaînes faites et qui lui ont rendues pesantes, et calmes en bien d'autres heures, et dans la dignité générale les sentiments nécessaires, faisons même ceux qui ressemblaient excessifs: et saurions ne pas nous pouvoir nous entendre, que n'est qu'un contre-sens, et au lieu d'être le gouvernement de tous, elle est le gouvernement d'un parti, qu'il soit, par exemple, on veut la représenter comme le triomphe d'une classe sur une autre. A l'instant on désigne d'elle une partie du pays, une partie d'abord et le tout semble.

Les gouvernements étrangers sont assez éclairés aujourd'hui pour ne voir dans la France que la France elle-même. Est-elle ordonnée, elle convient à tous et elle est non-seulement ordonnée, mais forte, elle convient à ceux qui désirent un juste équilibre entre les puissances de l'univers. Or, j'ose affirmer que les efforts de la France à faire depuis plusieurs jours ne lui ont valu une estime dont elle a déjà reçu de nombreux témoignages. Et ne n'est pas à tel ou tel parti, à tel ou tel homme, que s'adressent ces témoignages, mais à la France, à la France seule, et à la conduite qu'elle tient pour réparer des fautes qu'elle n'a pas commises, mais qu'elle expie parce qu'elle les a laissé commettre. Oui, messieurs, je le déclare, parce que j'ai, par devoir, les yeux sans cesse fixés sur l'Europe, la France n'est pas isolée, et il dépend d'elle d'être au contraire entourée d'amis confiants et sûrs. Quelle position paisible pour la République et elle n'éloignera personne. Qu'elle soit agitée sous une monarchie chancelante, et elle verra le vide se faire autour d'elle sous un fort gouvernement aussi bien que sous l'autre.

Nous touchons, Messieurs, à un moment décisif. La forme de cette République n'a été qu'une forme de circonstance donnée par les événements, reposant sur votre sagesse et sur votre union avec le pouvoir que vous aviez temporairement choisi. Mais tous les esprits vous attendent, tous se demandent quel jour, quelle forme vous choisirez pour donner à la République cette force conservatrice dont elle ne peut se passer.

C'est à vous de choisir l'un et l'autre.— Le pays, en vous donnant ses pouvoirs, vous a donné la mission évidente de le sauver, en lui procurant la paix d'abord; après la paix, l'ordre, avec l'ordre, le rétablissement de la puissance, et enfin un gouvernement régulier. Vous l'avez proclamé ainsi, et dès lors c'est à vous de fixer la succession, l'heure de ces diverses parties de l'œuvre du salut qui vous est confiée. Dieu nous garde de nous substituer à vous! Mais, à la date que vous aurez déterminée, lorsque vous aurez choisi quelques-uns d'entre-vous pour méditer sur cette œuvre capitale, si vous désirez notre avis, nous le donnerons loyalement et résolûment.

Jusque-là comptez sur notre profond attachement au pays, à vous, à cette chose si belle et si chère à nos cœurs qui était avant nous, qui sera après nous, à la France, qui seule inspire tous nos efforts et tous nos sacrifices. Voici une grande, une délicate session qui s'ouvre devant vous; ce ne sera de notre part ni la déférence, ni le concours, ni le dévouement, ni la résolution qui manqueront au succès de votre œuvre, que Dieu veuille bénir, rendre complète et surtout durable, ce qui ne nous a pas encore été accordé depuis le commencement du siècle.

—On assure, dit la *Patrie*, que le gouvernement a résolu d'apporter une sérieuse économie dans le budget. On sait que la maison et le tombeau de Napoléon Ier à l'île de Sainte-Hélène sont gardés par un vieil officier français qui reçoit un supplément de solde ajouté à la retraite. Cette dépense serait supprimée; un sous-officier anglais serait chargé des fonctions de gardien. Par cette heureuse combinaison, l'ombre de l'empereur serait sous la surveillance de l'Angleterre comme l'empereur lui-même l'a été de son vivant.

— Plusieurs familles alsaciennes viennent d'être engagées pour se rendre dans nos possessions de l'Océanie, où de grands établissements agricoles nouveaux vont être fondés. Un de ces établissements sera créé dans le nord de la Nouvelle-Calédonie, sur une vaste concession faite à un ancien officier de marine, qui doit y organiser le mode de culture adopté en Australie.

Le vice-amiral de Gueydon, de son côté, en arrivant au chef-lieu de la colonie, a pris les mesures les plus actives pour être en état de recevoir, vers le 20 de ce mois, un groupe nombreux d'Alsaciens que le gouvernement se prépare à envoyer en Algérie.

LE RECRUTEMENT EN ALSACE-LORRAINE. —Les opérations du recrutement ont lieu actuellement en Alsace-Lorraine. Les listes d'inscription sont closes et le conseil de révision fonctionne. Il se compose d'un major président, d'un officier de l'intendance, d'un médecin-major; deux maires du canton lui sont adjoints. Il y a un conseil par *kreis* (cercle); ils se transporte successivement dans le chef-lieu de chaque canton.

Tous les inscrits sont appelés; il s'en présente 7 ou 8 sur 100, les autres ont dégré, et encore sur ce petit nombre presque tous sont impropres au service. Les rares jeunes gens qui sont déclarés bons pour le service sont désignés pour les régiments du train et des pionniers.

Les opérations s'accomplissent en silence; pas de bruit, pas de manifestations; dans quelques cantons seulement, les conscrits portent des rubans verts et des œillets.

L'autorité prussienne a annoncé que n'ayant pas besoin de tout l'effectif, il y aurait en novembre un tirage au sort pour désigner les conscrits qui devront rejoindre de suite leurs régiments.

SERMON DANS LES CATACOMBES.—Hier, samedi, une longue file de visiteurs plus nombreux que de coutume, se profilait aux abords du pavillon de l'ancienne barrière d'Enfer où s'ouvre l'entrée des Catacombes. La presque totalité d'entre eux, selon l'habitude, étaient étrangers à Paris. A midi précis, l'entrée du souterrain leur était ouverte et tous y pénétraient, sauf un seul, un de ces gardiens qui accompagnent, en même temps, qui ne manquait pas de les compter un à un.

Le tour des individus introduits dans les galeries était de 126. Le personnel souterrains affectés à la lasser des torches, ne trouvait être terminé à deux heures. Tout était fini arrivé à leur sortie, située rue Darreau.

En ce moment, le gardien, se conformant aux règlements municipaux qui concernent l'exploration des Catacombes, se mit en devoir de vérifier le nombre des individus qui s'y étaient introduits, il en manquait deux à l'appel.

—Evidemment, se dit le gardien, les cinq qui manquent se sont égarés dans les dédales des Catacombes, et il court inconti-nent à leur recherche. Quel ne fut pas son étonnement lorsque arrivé à l'Observatoire, c'est-à-dire dans la partie la plus reculée et la plus lugubre des souterrains, de rencontrer ces cinq égarés, un clergyman anglican, un de ces ecclésiastiques anglais, eux-ci donnant religieusement ce dernier, leur débitant un sermon sur la mort, dont l'assaire leur offrait une image vivante.

UN PALETOT POUR BIEN.—La scène se passe dans un des principaux magasins de Paris :

Bien une dame fort bien, mise, une visite grande dame. Elle demande à voir des étoffes pour pelisses.

Le commis prend son échelle, et tire du rayon un drap noir.

—Non, fait la dame après examen. Le plaid clairement cela. Voyons un moiré.

Le commis étale plusieurs pièces de moiré sous les yeux de la cliente.

—Trop épais! dit la dame après l'avoir tâté pendant dix minutes... Montrez-moi du drap noir de dame!

Le commis étale de nouveau plusieurs pièces de drap noir sous les yeux de la dame.

—Non, fait la dame après examen. Le drap de dame manque de chaleur. Il faut un drap de dame!

Au drap de dame succède du drap vert. Le commis qui lui semble trop chaud, puis du drap bleu, puis du drap gris, puis du drap de tricot, de la soie, du satin, de la peluche. Le commis d'inexprimable désespoir. Les plus étoffes, derrières lesquelles on apercevait à peine le commis, toujours prêt à parler.

—Décidément, dit tout à coup la dame, je veux de la flanelle... de la flanelle blanche!

On lui apporte dix ou dix-huit échantillons de flanelle.

La première affaire, déclare-t-elle après un minutieux examen.

—Combien en faut-il? demande le commis.

—Trente-trois mètres, c'est pour mon mari.

Et elle désigne un microscopique morceau qui était entre les mains du commis.

—Trente-trois mètres!

—Vous vous moquez de moi, madame!

—Monsieur, vous êtes impertinent!

—Mais, madame...

—Monsieur, je ne veux plus rien acheter dans votre magasin!

Et la dame sort majestueusement, laissant le commis stupéfait.

—Ah! ma foi, se dit le commis, si c'est pour ça que les dames s'habillent, je ne m'étonne plus qu'elles soient ruineuses!

—Monsieur, dit la dame en rentrant, je veux bien prendre ces trente-trois mètres de flanelle blanche.

Le commis, qui a repris son sang-froid, coupe les trente-trois mètres de flanelle blanche, les plie, les ficelle, les cachète, les remet à la dame, qui paie et sort